

La Maroc s'est mis en quête de nouveaux amis

Maroc Le royaume chérifien s'est notamment rapproché de Moscou, Pékin et New Delhi.

Éclairage Julie Chaudier
Correspondante au Maroc

Le Maroc se cherche de nouveaux alliés sur la scène internationale. La Russie, la Chine, bientôt l'Inde, Mohammed VI multiplie les voyages officiels. En jeu, le renforcement de sa position sur le Sahara occidental au Conseil de sécurité des Nations unies, la réduction de sa dépendance commerciale vis-à-vis de l'Union européenne et sa position de leader régional en Afrique.

Mohammed VI devrait programmer prochainement un voyage en Inde, dernier acte de sa stratégie de diversification de ses alliances, dévoilée à Riyad, en Arabie saoudite, le 20 avril dernier. Après sa visite dans le Golfe, le roi s'est rendu en Chine, en mai.

L'annonce de cette stratégie d'alliances s'est faite quelques jours avant que Ban Ki Moon ne rende son rapport sur le Sahara occidental au Conseil de sécurité des Nations unies, après des semaines d'intenses tensions avec le Maroc. Le 5 mars dernier, dans les camps de réfugiés de Tindouf, il avait qualifié d'occupation l'administration marocaine du Sahara et s'était incliné devant le drapeau de la République arabe sahraouie démocratique (SARD), soulevant l'ire du Maroc.

"Là où le Maroc avait deux alliés au Conseil de sécurité de l'Onu – les États Unis et la France – il se rapproche de deux nouveaux pays – la Russie et la Chine – pour bétonner sa position en cas de résolution sur le Sahara", résume Abdelmalek Alaoui, PDG du cabinet marocain de conseil en stratégie Guépard.

Des liens réactivés

Moins réactive qu'il n'y paraît, cepen-

dant, la volonté du royaume d'élargir ses alliances remonte à plusieurs années. Dès le début de son règne, le roi s'était rendu en Russie, en Inde et en Chine. Des liens réactivés en 2014.

"Dans le contexte des bouleversements géopolitiques consécutifs aux printemps arabes, le Maroc tire également les leçons des politiques occidentales durant cette période marquée par l'aventurisme, le court-termisme et l'irresponsabilité, comme l'a montrée l'intervention en Libye", estime Mokhefi Mansouria, conseillère à l'Ifri pour le Maghreb et le Moyen Orient.

Le soutien timoré des États-Unis à Ban Ki Moon, la crainte de voir Donald Trump arriver à la tête de l'administration américaine, la dénonciation en décembre de l'accord de pêche Maroc-UE, l'affaiblissement général de l'Union ont certainement conforté le Palais royal dans sa nouvelle politique étrangère.

"Le Maroc est libre dans ses décisions et ses choix et n'est la chasse gardée d'aucun pays. Il restera fidèle à ses engagements à l'égard de ses partenaires, qui ne devraient y voir aucune atteinte à leurs intérêts", a voulu rassurer le roi dans son discours de Riyad.

"Pour le Maroc, sa relation avec les pays européens reste très importante et il fera tout pour l'approfondir. Dans les négociations avec l'UE à venir, cependant, le Maroc aura d'autant plus de force qu'il ne sera pas seulement lié aux Occidentaux", souligne Mokhefi Mansouria. L'Union européenne négocie un "accord de libre échange complet et approfondi" avec le Maroc. L'UE a accueilli, en 2014, plus de 63 % des exportations du Maroc, et a fourni 51 % des importations de ce dernier.

Et l'intégration en Afrique

Le royaume cherche donc aussi, au-delà de soutiens diplomatiques, de nouveaux partenaires d'affaires. Inde et le Brésil, grands pays agricoles, sont des

partenaires idéaux pour le Maroc, premier exportateur de phosphates au monde. Chacun d'eux a déjà accueilli 6 % environ des exportations marocaines entre 2004 et 2014.

En Russie, le Maroc cherche – sans grand succès jusqu'ici – à profiter de l'embargo sur les produits européens pour y exporter ses agrumes. Le gouvernement a également prévu d'investir 3,7 milliards d'euros dans des centrales électriques tournant au gaz. La Russie ferait un excellent fournisseur.

En Chine, Mohammed VI part en quête d'investissements dans l'industrie. Trois conventions ont été signées pour un montant total supérieur à 1,2 mil-

liard de dirhams (environ 110 millions d'euros) lors de sa visite.

Ces soutiens et ces contrats viendront renforcer l'autre axe majeur de la politique étrangère du Maroc: son intégration en Afrique. *"Pour se construire une stature de leader régional voire continental en Afrique, le Maroc montre qu'il a de puissants alliés également à l'est",* explique Yousra Abourabi, spécialiste de la politique étrangère marocaine, professeur invitée à l'Université internationale de Rabat. *"Il fait jouer aussi sa position de 'porte d'entrée de l'Afrique' auprès de la Chine et de la Russie."*

"Pour se construire une stature de leader régional voire continental en Afrique, le Maroc montre qu'il a de puissants alliés également à l'est."

YOUSRA ABOURABI
Professeure invitée à
l'Université internationale
de Rabat.